

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 MARS 1922.

Projet de loi autorisant le Gouvernement à garantir l'intérêt et l'amortissement d'un emprunt à lots au capital nominal d'un milliard de francs à émettre par la Fédération des coopératives pour dommages de guerre.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Par une loi en date du 2 janvier 1921, la Fédération des coopératives pour dommages de guerre a été autorisée à émettre, sous la garantie de l'État, un emprunt à lots d'un milliard de francs.

On sait le succès obtenu par cet emprunt : en peu de temps, les souscriptions dépassèrent largement le chiffre proposé par la loi. Après le Parlement, la Nation elle-même voulait ainsi marquer sa sympathie pour les sinistrés, et sa confiance aux coopératives et à la Fédération qui les dirige, pour leur collaboration efficace et dévouée à l'œuvre de la réparation des dommages de guerre.

Cette collaboration qui s'était, jusqu'à présent, limitée à l'allocation d'avances préalables aux jugements et à la mobilisation des titres représentatifs d'allocations judiciaires, s'est étendue aux transactions, — vaste champ d'activité nouvelle qui nécessitera, pour son alimentation, d'importantes ressources financières.

C'est pourquoi, répondant à l'appel de la Fédération des coopératives, le Gouvernement vous propose aujourd'hui un nouvel emprunt, qui fait l'objet du projet de loi ci-joint.

Avant d'en déterminer les modalités, il est, croyons-nous, intéressant de fixer, dans leurs grandes lignes, les résultats de l'activité de la Fédération et des coopératives qui en dépendent.

On trouve à ce sujet des renseignements détaillés dans les statistiques que la Fédération publie périodiquement et où elle groupe toutes ses opérations par province, par arrondissement judiciaire et par coopérative affiliée : la dernière statistique publiée est arrêtée au 30 septembre 1921 ; celle au 31 décembre 1921 est à l'impression.

Au 15 février 1922, la Fédération groupait 325 coopératives.

H

Le tableau ci-après montre le mouvement progressif des avances depuis l'origine jusqu'à cette date :

Au 31 décembre 1920 . . .	22,809 affaires pour fr.	279,126,200
— 31 janvier 1921 . . .	26,820 id.	323,431,100
— 28 février 1921 . . .	30,735 id.	368,674,700
— 31 mars 1921 . . .	34,850 id.	409,638,800
— 30 avril 1921 . . .	38,449 id.	444,842,400
— 31 mai 1921 . . .	41,972 id.	488,687,200
— 30 juin 1921 . . .	46,236 id.	532,018,800
— 31 juillet 1921 . . .	50,550 id.	583,430,900
— 31 août 1921 . . .	55,619 id.	645,248,900
— 30 septembre 1921 . . .	60,782 id.	707,676,000
— 31 octobre 1921 . . .	65,785 id.	780,588,500
— 30 novembre 1921 . . .	69,477 id.	815,678,800
— 31 décembre 1921 . . .	73,163 id.	864,122,000
— 15 février 1922 . . .	78,513 id.	933,877,600

Sur ce montant de 933,877,600 francs, il avait été versé, à la date du 15 février dernier, une somme globale de fr. 866,083,436.68, dont fr. 542,442,489.18 prélevés sur le produit de l'emprunt, et fr. 323,560,647.50 montant des avances faites à la Fédération par le Ministère des Affaires Économiques avant l'émission de l'Emprunt.

Le tableau Annexe I donne le nombre des dossiers qui ont reçu une solution à la date du 31 décembre 1921.

Le tableau Annexe II a trait à l'activité de la Fédération pendant la période du 1^{er} octobre au 31 décembre 1921.

Les résultats acquis par l'intervention des coopératives au point de vue de la reconstitution économique du pays se traduisaient, au 31 décembre 1921, — outre les avances faites pour le rachat de mobiliers, outillage, marchandises instruments agricoles, — par 19,052 immeubles reconstruits ou restaurés et 8,888 immeubles en voie de reconstruction ou de restauration (voir tableau Annexe III).

Le tableau Annexe IV présente la situation sommaire, à la date du 15 février 1922, des crédits ouverts par la Fédération et à liquider, soit par le Département des Affaires Économiques à charge de ses allocations budgétaires, soit par la Fédération elle-même, au moyen du produit de l'emprunt 4 % à lots de 1921, ainsi que la situation des versements effectués aux sinistrés et de ceux restant à faire à la même date sur ces crédits.

Enfin, le tableau Annexe V donne la statistique générale des dossiers qui, à la même date du 15 février 1922, ont reçu une solution.

Le compte de l'emprunt de 1921 se présentait comme suit, à la date du 15 février 1922 :

Produit de l'emprunt	fr.	800,000,000 »
Frais d'émission		13,171,301 35
RESTE	fr.	786,828,698 65
Versements aux sinistrés	fr.	542,442,489 18

Disponible :

A la Banque Nationale	fr.	219,600,000 »
Aux chèques-postaux		24,786,209 47
		244,386,209 47
	Fr.	786,828,698 65

Il ressort de ce décompte qu'à la date du 15 février 1922, la Fédération ne disposait plus que d'environ 244 millions provenant de son premier emprunt à lots; la nouvelle opération financière que le Gouvernement vous propose d'autoriser permettra à cet organisme de poursuivre et de développer encore son activité.

Eu égard à l'accueil fait par le public au premier emprunt et selon l'avis des autorités financières, c'est encore au type de l'emprunt à lots que s'est arrêté le choix de la Fédération et du Gouvernement.

L'emprunt autorisé par l'article premier du projet de loi est, comme le précédent, fixé au capital nominal de un milliard de francs, amortissable en nonante ans. Un arrêté royal en déterminera les modalités générales d'après le plan ci-après, en laissant au Ministre des Finances le soin d'arrêter, au moment opportun, d'accord avec la Fédération et d'après la situation du marché, le prix et les conditions accessoires de l'émission, qu'il serait prématuré de fixer dès à présent.

Capital nominal : un milliard de francs représenté par 4,000,000 d'obligations de 250 francs chacune, réparties en 200,000 séries de 20 obligations.

Intérêt annuel : 5 % net d'impôts. payable annuellement le 1^{er} juin des années 1923 à 2012.

Amortissement : en 90 ans, par tirages au sort, les obligations amorties étant remboursables par lots ou par 300 francs, c'est-à-dire au pair de leur valeur nominale augmenté d'une prime de 50 francs.

Faculté de rembourser l'emprunt par anticipation à partir de la dixième année; dans ce cas, les tirages cesseront et tous les titres non encore désignés par le sort seront remboursables par une même somme représentant le pair de la valeur nominale, soit 250 francs, augmenté de la valeur moyenne des primes de 50 francs ramenées, au taux de 5 %, à la date qui sera fixée pour le remboursement anticipé.

TABLEAU DES LOTS.

Première période, 10 années	fr. 7,000,000
12 tirages par an, comportant 37 lots.	
Deuxième période, 10 années	fr. 6,000,000
12 tirages par an, comportant 32 lots.	
Troisième période, 70 années	fr. 5,000,000
10 tirages par an, comportant 25 lots.	

TIRAGES.	Du 10 juin 1922 au 10 mai 1932		Du 10 juin 1932 au 10 mai 1942		Du 10 juin 1942 au 10 avril 2012	
	Lots.		Lots.		Lots.	
10 juin . . .	1 de	1,000,000	1 de	1,000,000	1 de	1,000,000
	3 de	100,000	1 de	100,000	1 de	100,000
10 juillet . .	1 de	250,000	1 de	250,000	1 de	250,000
	2 de	100,000	2 de	100,000	2 de	100,000
10 août . . .	1 de	250,000	1 de	250,000	1 de	250,000
	2 de	100,000	2 de	100,000	2 de	100,000
10 septembre .	1 de	500,000	1 de	250,000	1 de	250,000
	2 de	100,000	2 de	100,000	2 de	100,000
10 octobre . .	1 de	250,000	1 de	250,000	1 de	250,000
	2 de	100,000	2 de	100,000	1 de	100,000
10 novembre .	1 de	250,000	1 de	250,000	Pas de tirage.	
	2 de	100,000	1 de	100,000		
10 décembre .	1 de	500,000	1 de	500,000	1 de	500,000
	2 de	100,000	1 de	100,000	1 de	100,000
10 janvier . .	1 de	250,000	1 de	250,000	1 de	250,000
	2 de	100,000	2 de	100,000	2 de	100,000
10 février . .	1 de	250,000	1 de	250,000	1 de	250,000
	2 de	100,000	2 de	100,000	2 de	100,000
10 mars . . .	1 de	500,000	1 de	250,000	1 de	250,000
	2 de	100,000	2 de	100,000	1 de	100,000
10 avril . . .	1 de	250,000	1 de	250,000	1 de	250,000
	2 de	100,000	2 de	100,000	1 de	100,000
10 mai	1 de	250,000	1 de	250,000	Pas de tirage.	
	2 de	100,000	1 de	100,000		

Pour satisfaire à un vœu souvent exprimé dans divers milieux, le nouvel emprunt ne comportera plus, par année, qu'un seul lot de un million, avec des lots de 500,000 francs, de 250,000 francs et de 100,000 francs; ainsi, leur montant total, par année, restant le même que pour le premier emprunt, leur division en un plus grand nombre de lots, d'importance moindre, permettra d'augmenter le nombre des favorisés de la fortune.

Les articles 2 à 5 du projet de loi reproduisent les dispositions des articles correspondants de la loi du 2 janvier 1921 qui a autorisé l'émission du précédent emprunt de la Fédération, savoir :

ART. 2. — Dispositions relatives à la garantie de l'Etat ;

ART. 3. — Affectation à donner par la Fédération aux fonds à provenir de l'emprunt ;

ART. 4. — Obligation pour la Fédération de présenter au Ministre des Finances le compte de l'emploi de ces fonds ;

ART. 5. — Remplacement, par des griffes, des signatures manuscrites à apposer, sur les titres de l'emprunt, par la Fédération.

Il est nécessaire, pour faciliter le placement de l'emprunt, dans de bonnes conditions, de le faire bénéficier, comme le précédent, de l'exonération d'impôts cédulaires sur les coupons (Article 6).

Il en est de même en ce qui concerne les dispositions exemptant les titres du timbre et affranchissant les souscriptions de la taxe sur les opérations de bourse (art. 7); pour la même raison, il a paru utile d'introduire dans le texte de cet article une nouvelle disposition, qui ne fera d'ailleurs que consacrer la tradition établie en la matière, et qui a pour objet d'exempter du droit de timbre tous les documents relatifs à la souscription (bulletins de souscription, quittances et reçus de sommes et de titres, etc.).

On le voit, il n'est rien modifié quant aux dispositions arrêtées au point de vue de la comptabilité budgétaire et des contrôles essentiels, telles que les résume l'Exposé des Motifs de la loi du 2 janvier 1921 (Document n° 18. Chambre des représentants, séance du 14 décembre 1920).

Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,
G. THEUNIS.

Le Ministre des Affaires Économiques,
A. VAN DE VYVERE.

ANNEXE I.

FÉDÉRATION DES COOPÉRATIVES POUR DOMMAGES DE GUERRE.

Nombre d'affaires.	Dossiers examinés au 31 décembre 1921.	
69,947	Crédits ouverts	fr. 840,512,115 46
1,156	Propositions soumises à l'approbation du Ministre des Affaires Économiques	6,352,603 25
384	Crédits accordés par la Fédération, visés par le con- trôle de l'Office des dommages de guerre et qui vont être proposés au Ministre, pour ratification	1,373,443 »
1,073	Crédits accordés par la Fédération, et qui vont être proposés pour ratification au Ministre des Affaires Économiques, après vérification au service de con- trôle de l'Office des dommages de guerre	3,031,295 75
603	Titres dont la liquidation est suspendue par suite de l'existence d'inscriptions au bureau des Cessions	12,852,600 »
<u>73,163</u>		<u>864,122,057 46</u>

ANNEXE II.

FÉDÉRATION DES COOPÉRATIVES POUR DOMMAGES DE GUERRE.

Activité du 1^{er} octobre au 31 décembre 1921.

1°	Dossiers examinés au 31 décembre 1921 :	73,163	fr.	864,122,057 46
	Id. id. 30 septembre 1921 :	60,782	»	707,676,012 50
	soit du 1 ^{er} octobre au 31 décembre 1921 :	12,381	fr.	156,446,044 96
2°	Crédits ouverts au 31 décembre 1921 :	69,947	fr.	840,512,115 46
	Id. id. 30 septembre 1921 :	57,576	»	677,622,407 50
	soit du 1 ^{er} octobre au 31 décembre 1921 :	12,371	fr.	162,889,707 96
3°	Versements effectués au 31 décembre 1921		fr.	798,921,359 31
	Id. id. 30 septembre 1921			612,716,602 50
	soit du 1 ^{er} octobre au 31 décembre 1921		fr.	186,204,756 81

ANNEXE III.

FÉDÉRATION DES COOPÉRATIVES POUR DOMMAGES DE GUERRE.

Statistique arrêtée au 31 décembre 1921 des travaux effectués à l'intervention des coopératives dans la réparation des dommages de guerre.

1° Nombre d'affiliés : 116,183.

2° a) Immeubles reconstruits ou restaurés : 19,052

b) Immeubles en voie de reconstruction ou de restauration 8,888

27,940

3° Demandes d'indemnités introduites par les coopératives devant les tribunaux de dommages de guerre :

Nombre : 17,700.

Montant : 96,931,178 francs.

4° Transactions introduites par les coopératives, et traitées directement par les commissaires d'État sans intervention de la Fédération :

Nombre : 5,135.

Montant : 9,718,765 francs.

ANNEXE IV.

FÉDÉRATION DES COOPÉRATIVES POUR DOMMAGES DE GUERRE.

Situation au 15 février 1922.

	Nombre d'avances acceptées.	CREDITS OUVERTS PAR LA FÉDÉRATION.												Crédits proposés au Ministre des Affaires Economiques. (Office des dommages de guerre.)
		A liquider par le Département des Affaires Economiques.	A LIQUIDER SUR LE PRODUIT DE L'EMPRUNT.								TOTAL GÉNÉRAL.			
			Avances de 70 % préalables aux jugements.		Indemnités accordées par décisions judiciaires.		Indemnités fixées par transactions.		TOTAL.					
Situation au 15 février 1922	82,323	27,463	341,392,620 »	27,956	162,035,141 41	19,052	403,510,250 »	1,427	2,370,105 34	48,435	567,915,496 75	75,900	909,308,116 75	647 affaires pour fr. 2,919,383.52, savoir : avances de 70 % : 479 pour fr. 2,617,000 » Transactions : 168 pour fr. 302,383.52
Situation au 31 janvier 1922	80,324	27,463	341,392,620 »	27,240	157,319,841 41	18,184	385,704,250 »	1,091	1,792,174 25	46,515	542,816,262 66	73,980	884,208,882 66	
Mouvement du 1 ^{er} au 15 février 1922	1,799	—	—	716	4,715,300 »	868	19,806,000 »	336	577,934 09	1,920	25,099,234 09	1,920	25,099,234 09	

VERSEMENTS EFFECTUÉS						
Par le Département des Affaires Economiques.	SUR LE PRODUIT DE L'EMPRUNT.				TOTAL GÉNÉRAL des versements.	
	Avances de 70 % préalables aux jugements.	Indemnités accordées par décisions judiciaires.	Indemnités fixées par transactions.	TOTAL.		
Versements au 15 février 1922 . . .	323,860,647 50	139,322,182 41	401,962,156 »	1,158,150 77	542,442,489 18	866,003,136 68
Versements au 31 janvier 1922 . . .	322,935,635 50	134,631,527 41	382,146,056 »	805,756 14	517,583,339 55	840,518,995 05
Soit du 1 ^{er} au 15 février 1922 . . .	624,992 »	4,690,655 »	19,816,100 »	332,394 63	24,859,149 63	25,484,141 63

Reste à verser	17,831,972 50	22,712,959 »	1,548,094 »	1,211,954 57	25,473,007 57	43,304,980 07
--------------------------	---------------	--------------	-------------	--------------	---------------	---------------

[N° 132]

(8)

ANNEXE V.

FÉDÉRATION DES COOPÉRATIVES POUR DOMMAGES DE GUERRE.

Dossiers examinés au 15 février 1922.

Nombre
d'affaires.

75,900	Crédits ouverts.	fr.	909,308,116 75
647	Propositions soumises au Ministre.		2,919,383 52
315	Crédits visés par l'Office des dommages de guerre		1,765,697 90
1,202	Crédits soumis au visa de l'Office des dommages de guerre		7,823,385 05
449	Titres dont la liquidation est suspendue		12,061,000 »
78,513		fr.	933,877,583 22
76,800	au 31 janvier 1922		915,805,509 50
1,713	soit du 1 ^{er} au 15 février 1922	fr.	18,072,073 72

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 MAART 1922.

Ontwerp van wet waarbij de Regeering wordt gemachtigd de interessen en de aflossing te waarborgen van eene leening met loten tot een naamkapitaal van één milliard frank, door het Verbond der samenwerkende vennootschappen voor oorlogsschade uit te geven.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Bij eene wet van 2 Januari 1921 werd het Verbond der samenwerkende vennootschappen van oorlogsschade gemachtigd eene leening met loten van één milliard frank uit te geven onder den waarborg van den Staat.

Men kent den bijval welke deze leening heeft genoten; op korten tijd overtroffen de inschrijvingen in ruime mate het cijfer door de wet voorgesteld. Na het Parlement, wilde de Natie insgelijks blijk geven van hare genegenheid voor de geteisterden en van haar vertrouwen in de samenwerkende vennootschappen en in het Verbond waardoor deze bestuurd worden, om hunne doelmatige en toegewijde medehulp aan het werk van herstelling der oorlogsschade.

Deze medewerking, welke zich, tot dusver, beperkte tot het toekennen van voorschotten voorafgaande aan de vonnissen en tot de mobiliseering van titels tot vertegenwoordiging van gerechtelijke toelagen, heeft hare werkzaamheden uitgebreid tot de overeenkomsten, ruim veld van nieuwe bedrijvigheid die, om tot haar volle recht te komen, belangrijke financieele middelen zal vorderen.

Weshalve, ter beantwoording der roepstem van het Verbond der samenwerkende vennootschappen, stelt de Regeering u thans eene nieuwe leening voor, welke het voorwerp van hierbijgaand wetsontwerp uitmaakt.

Vooraleer er de modaliteiten van vast te stellen, achten wij het niet van belang ontbloomd, de uitslagen der bemoeiingen van het Verbond en van de samenwerkende vennootschappen, die er van afhangen, in breede trekken te bepalen.

Omtrent dit onderwerp vindt men omstandige inlichtingen in de statistieken welke het Verbond op bepaalde tijdstippen afkondigt en waarin het al zijne verrichtingen groepeerd per provincie, per rechterlijk arrondissement en per

aangesloten samenwerkend vennootschap : het laatst afgekondigd statistiek werd op 30 September 1921 gesloten; dat op 31 December 1921 is ter pers.

Op 15 Februari 1922 groepeerde het Verbond 325 vennootschappen.

Navolgende tabel wijst de onafgebroken klimming aan der voorschotten van den oorsprong af tot op 15 Februari 1922.

Op 31 December 1920 . . .	22,809	zaken voor fr.	279,126,200
— 31 Januari 1921 . . .	26,820	id.	323,431,100
— 28 Februari 1921 . . .	30,735	id.	368,674,700
— 31 Maart 1921 . . .	34,850	id.	409,638,800
— 30 April 1921 . . .	38,449	id.	444,842,400
— 31 Mei 1921 . . .	41,972	id.	488,687,200
— 30 Juni 1921 . . .	46,236	id.	532,018,800
— 31 Juli 1921 . . .	50,550	id.	583,430,900
— 31 Augustus 1921 . . .	55,619	id.	645,248,900
— 30 September 1921 . . .	60,782	id.	707,676,000
— 31 October 1921 . . .	65,785	id.	780,588,500
— 30 November 1921 . . .	69,477	id.	815,678,800
— 31 December 1921 . . .	73,163	id.	864,122,000
— 15 Februari 1922 . . .	78,513	id.	933,877,600

Op dit bedrag van 933,877,600 frank was op 15ⁿ Februari laatstleden eene globale som van fr. 866,003,136.68 gestort, waarvan fr. 542,442,489.18 van de opbrengst der leening werd voorafgelicht, en fr. 323,560,647.50, bedrag der voorschotten vóór de uitgifte der leening door het Ministerie van Economische Zaken aan het Verbond gedaan.

Tabel bijlage I geeft het getal bundels op, welke op 31 December 1921 eene oplossing hebben ontvangen.

Tabel bijlage II behelst de werkzaamheid van het Verbond gedurende het tijdvak van 1ⁿ October tot 31 December 1921.

De uitgaven door tusschenkomst der vennootschappen uit een oogpunt van 's Rijks economisch herstel bekomen, laten zich op 31 Décembre 1921 vertolken — buiten de voorschotten verleend tot terugkoop van mobilair, gereedschap, waren, landbouwgereedschap, — door 19,052 heropgerichte of herstelde gebouwen en 8,888 gebouwen waarvan de heroprichting of de herstelling gaande is (Zie tabel bijlage III).

Tabel bijlage IV biedt beknopt den toestand aan, op datum van 15 Februari 1922, der credieten door het Verbond geopend en die te vereffenen zijn, hetzij door het Departement van Economische Zaken ten laste zijner begrootingstoelagen, hetzij door het Verbond zelve door middel van de opbrengst der leening 4 % met loten von 1921, alsook den toestand van de stortingen aan de geteisterden gedaan en van degene die op zelfden datum op gemelde credieten te doen blijven.

Ten slotte, geeft tabel bijlage V de algemeene statistiek op der bundels, welke, tot op zelfden datum van 15 Februari 1922, eene oplossing hebben bekomen.

De rekening der Leening van 1921 stelde zich op datum van 15 Februari 1922 als volgt voor :

Opbrengst der leening	fr.	800,000,000 »
Kosten van uitgifte		13,171,301 35
	Overschot.	fr. 786,828,698 65
Stortingen aan de geteisterden	fr.	542,142,489 18
<i>Beschikbaar :</i>		
Ter Nationale Bank	fr.	219,600,000 »
Op de Post-checkrekening		24,786,209 47
		244,386,209 47
	fr.	786,828,698 65

Uit deze afrekening blijkt dat, op datum van 15 Februari 1922, het Verbond slechts nog over ongeveer 2¼ miljoen beschikte, voortkomende van zijne eerste leening met loten; de nieuwe financieele verrichting welke de Regeering u voorstelt te machtigen, zal dit organism toelaten zijne werkzaamheid voort te zetten en uit te breiden.

Gezien het goed onthaal der eerste leening door het publiek en volgens het advies der financieele overheden, is het nog op het type der leening met loten, dat het Verbond en de Regeering hunne keuze gevestigd hebben.

De leening door artikel één van het wetsontwerp gemachtigd, is, zooals de voorgaande, op een naamkapitaal van één milliard frank gesteld, aflosbaar in 90 jaren. Een Koninklijk besluit zal er de algemeene modaliteiten van vaststellen volgens navolgend plan, den Minister van Financiën de zorg latende om, op het gunstige oogenblik, in overleg met het Verbond en volgens den stand der markt, den prijs en de bijkomende voorwaarden der uitgifte te bepalen, welke het voorbarig zou zijn van heden af vast te stellen.

Nominaal kapitaal : één milliard frank vertegenwoordigd door 4,000,000 obligatiën van 250 frank elk, verdeeld in 200,000 reeksen van 20 obligatiën.

Jaarlijksche interest : 5 t. h., vrij van belasting, jaarlijks betaalbaar den 1^{er} Juni der jaren 1923 tot 2012.

Delging : in 90 jaar, bij lotingen, de gedelgde obligatiën zijnde uitbetaalbaar door lot of door 300 frank, 't is te zeggen tegen pari hunner naamwaarde verhoogd met eene premie van 50 frank.

Bevoegdheid de leening van het tiende jaar af bij vervroeging uit te keeren; in dit geval eindigen de lotingen en al de nog niet door het lot aangeduide titels zijn terugbetaalbaar door eene zelfde som, vertegenwoordigende het pari hunner naamwaarde, hetzij 250 frank, verhoogd met de gemiddelde waarde der premies van 50 frank herleid, op voet van 5 t. h., tot op den datum welke voor de vervroegde uitkeering zal gesteld worden.

TABEL DER LOTEN.

Eerste tijdvak, 10 jaren fr. 7,000,000

12 lotingen per jaar, 37 loten behelzende.

Tweede tijdvak, 10 jaren fr. 6,000,000

12 lotingen per jaar, 32 loten behelzende.

Derde tijdvak, 70 jaren fr. 5,000,000

10 lotingen per jaar, 25 loten behelzende.

LOTINGEN.	Van 10 Juni 1922 tot 10 Mei 1932.	Van 10 Juni 1932 tot 10 Mei 1942.	Van 10 Juni 1942 tot 10 April 2012.
	LOTEN.	LOTEN.	LOTEN.
10 Juni. . .	{ 1 van 1,000,000 3 van 100,000	{ 1 van 1,000,000 1 van 100,000	{ 1 van 1,000,000 1 van 100,000
10 Juli. . .	{ 1 van 250,000 2 van 100,000	{ 1 van 250,000 2 van 100,000	{ 1 van 250,000 2 van 100,000
10 Augustus .	{ 1 van 250,000 2 van 100,000	{ 1 van 250,000 2 van 100,000	{ 1 van 250,000 2 van 100,000
10 September.	{ 1 van 500,000 2 van 100,000	{ 1 van 250,000 2 van 100,000	{ 1 van 250,000 2 van 100,000
10 October .	{ 1 van 250,000 2 van 100,000	{ 1 van 250,000 2 van 100,000	{ 1 van 250,000 1 van 100,000
10 November .	{ 1 van 250,000 2 van 100,000	{ 1 van 250,000 1 van 100,000	Geene loting.
10 December .	{ 1 van 500,000 2 van 100,000	{ 1 van 500,000 1 van 100,000	{ 1 van 500,000 1 van 100,000
10 Januari. .	{ 1 van 250,000 2 van 100,000	{ 1 van 250,000 2 van 100,000	{ 1 van 250,000 2 van 100,000
10 Februari .	{ 1 van 250,000 2 van 100,000	{ 1 van 250,000 2 van 100,000	{ 1 van 250,000 2 van 100,000
10 Maart . .	{ 1 van 500,000 2 van 100,000	{ 1 van 250,000 2 van 100,000	{ 1 van 250,000 1 van 100,000
10 April . .	{ 1 van 250,000 2 van 100,000	{ 1 van 250,000 2 van 100,000	{ 1 van 250,000 1 van 100,000
10 Mei. . .	{ 1 van 250,000 2 van 100,000	{ 1 van 250,000 1 van 100,000	Geene loting.

Om bevrediging te schenken aan den in verscheidene kringen vaak uitgedrukten wensch, zal bij de nieuwe leening slechts nog één lot van één miljoen frank per jaar betrokken zijn, benevens loten van 500,000 frank, 250,000 frank en van 100,000 frank; zoo blijft het totaal bedrag per jaar hetzelfde als voor de eerste leening, verdeling in een grooter getal loten van minder bedrag laat toe het getal door de fortuin begunstigten te vergrooten.

Artikelen 2 tot 5 van het wetsontwerp herhalen de bepalingen van de overeenstemmende artikelen der wet van 2 Januari 1921, welke de uitgifte der vorige leening van het Verbond machtigde, te weten :

ART. 2. — Bepalingen betreffende den waarborg van den Staat.

ART. 3. — Bestemming door het Verbond te geven aan de fondsen door de leening op te brengen.

ART. 4. — Verplichting voor het Verbond om aan den Minister van Financiën rekening te geven van het gebruik dezer fondsen.

ART. 5. — Vervanging door naamstempels der handteekeningen op de titels der leening door het Verbond te stellen.

Om te bevorderen dat de leening in goede voorwaarden geplaatst worde, is het noodig ze, evenals de voorgaande, de vrijstelling der cedulaire belastingen op de interestcoupons te verleen (art. 6).

Hetzelfde geldt ten aanzien der bepalingen waarbij de titels van het zegel en de inschrijvingen van de taxe op de beursverrichtingen (art. 7) worden ontheven; om dezelfde redenen werd het noodig geacht in den tekst van dit artikel eene nieuwe bepaling in te lasschen, die trouwens slechts eene ter zake gevestigde overlevering huldigt, en die tot doel heeft alle documenten de inschrijving betreffende (inschrijvingsbulletijnen, kwijtbrieven en ontvangstbewijzen der sommen en titels, enz.) van zegelrecht vrij te stellen.

Zooals men ziet, is niets veranderd aangaande de bepalingen waaromtrent is overeengekomen uit het oogpunt van de begrootingscomptabiliteit en van het hoofdzakelijk toezicht, gelijk die samengevat zijn in de Memorie van toelichting der wet van 2 Januari 1921 (Bescheid n^o 18. — Kamer van Volksvertegenwoordigers. — Zitting van 14 December 1920).

De Eerste Minister,
Minister van Financiën,
G. THEUNIS.

De Minister van Economische Zaken,
A. VAN DE VYVERE.

BIJLAGE I.**VERBOND DER SAMENWERKENDE VENNOOTSCHAPPEN VOOR OORLOGSSCHADE.**

Getal zaken.	Onderzochte bundels op 31 December 1921.	
69,947	Geopende credieten	fr. 840,512,115 46
4,156	Voorstellen aan den Minister van Economische Zaken tot goedkeuring onderworpen	6,352,603 25
384	Credieten door het Verbond toegestaan, met het visa van den Dienst der oorlogsschade bekleed, en welke voor bekrachtiging aan den Minister zullen voorgesteld worden	1,373,443 »
1,073	Credieten door het Verbond toegestaan en welke voor bekrachtiging aan den Minister van Economische Zaken zullen voorgesteld worden, na waarmaking door den Dienst der Oorlogsschade.	3,031,295 75
603	Titels welke vereffening opgeschorst is ten gevolge van inschrijvingen, ten bureele van Afstand bestaande	12,852,600 »
<u>73,163</u>		<u>864,122,057 46</u>

BIJLAGE II.**VERBOND DER SAMENWERKENDE VENNOOTSCHAPPEN VOOR OORLOGSSCHADE.****Werkdadigheid van 1 October tot 31 December 1921.**

1°	Onderzochte bundels op 31 December 1921 :	73,163	fr.	864,122,057 46
	Id. id. 30 September 1921 :	60,782	»	707,676,012 50
	't zij van 1 October tot 31 December 1921 :	12,381	fr.	156,446,044 96
2°	Geopende credieten op 31 December 1921 :	69,947	fr.	840,512,115 46
	Id. id. 30 September 1921 :	57,576	»	677,622,407 50
	't zij van 1 October tot 31 December 1921 :	12,371	fr.	162,889,707 96
3°	Stortingen gedaan op 31 December 1921		fr.	798,921,359 31
	Id. id. 30 September 1921		»	612,716,602 50
	't zij van 1 October tot 31 December 1921		fr.	186,204,756 81

BIJLAGE III.

VERBOND DER SAMENWERKENDE VENNOOTSCHAPPEN VOOR OORLOGSSCHADE.

Statistiek, op 31^e December 1921 afgesloten, der werken door tussenkomst der samenwerkende vennootschappen uitgevoerd in de herstelling der oorlogsschade.

1° Getal leden : 116,183.

2° a) Herbouwde of herstelde gebouwen 19,052

b) In herbouwing of in herstelling zijnde gebouwen . 8,888

————— 27,940

3° Aanvragen om vergoedingen door de samenwerkende vennootschappen ingediend bij de rechtbanken voor oorlogsschade :

Getal : 17,700.

Bedrag : 96,931,178 frank.

4° Overeenkomsten, door de samenwerkende vennootschappen ingediend, en rechtstreeks door de Staatscommissarissen verhandeld zonder tussenkomst van het Verbond :

Getal : 5,135.

Bedrag : 9,718,765 frank.

BIJLAGE IV.

VERBOND DER SAMENWERKENDE VENNOOTSCHAPPEN VOOR OORLOGSSCHADE.

Toestand op 15 Februari 1922.

	Getal aangenomen voorschotten.	CREDIETEN DOOR HET VERBOND GEOPEND.												Aan den Minister van Economische Zaken voorgestelde credieten. (Dienst der oorlogsschade.)		
		Te vereffenen door het Departement der Economische Zaken.	OP DE OPBRENGST DER LEENING TE VEREFFENEN.								ALGEMEEN TOTAAL.					
			Voorschotten van 70 % vonnissen voorafgaande.	Vergoedingen bij vonnissen toegestaan.	Vergoedingen door overeenkomsten vastgesteld.	Totaal.										
Toestand op 15 Februari 1922	82,323	27,465	341,392,620 »	27,936	162,035,141 41	19,052	403,510 250 »	1,427	2,370,103 31	48,435	567,915,496 75	75,900	909,308,116 75	647 zaken voor fr. 2,919,383.52, 't zij voorschotten 70 % : 479 voor fr. 2,617,000 » Overeenkomsten : 168 voorschotten voor fr. 302,383.52		
Toestand op 31 Januari 1922	80,524	27,465	341,392,620 »	27,240	157,319,841 41	18,184	383,704,250 »	1,091	1,792,171 25	46,515	542,816,262 66	73,980	884,208,882 66			
Beweging van 1 ^e tot 15 Februari 1922.	1,799	—	—	716	4,715 300 »	868	19,806.000 »	336	577.934 09	1,920	25,099,234 09	1,920	25,099,234 09			

VERRICHTTE STORTINGEN.						
	Door het Departement der Economische Zaken.	OP DE OPBRENGST DER LEENING.				ALGEMEEN TOTAAL der stortingen.
		Voorschotten van 70 % vonnissen voorafgaande.	Vergoedingen bij vonnissen toegestaan.	Vergoedingen door overeenkomsten vastgesteld.	Totaal.	
Stortingen op 15 Februari 1922.	323,560,647 50	139,322,182 41	401,962,156 »	1,158,150 77	542,442,489 18	866,003,436 68
Stortingen op 31 Januari 1922.	322,935,655 50	134,631,527 41	382,146,056 »	805,756 14	517,583,339 55	840,518,995 05
't Zij van 1 ^e tot 15 Februari 1922.	624,992 »	4,690,655 »	19,816,100 »	332,394 63	24,859,149 63	25,484,141 63

Blijft te storten	17,831,972 50	22,712,959 »	1,548,094 »	1,211,954 57	25,473,007 57	43,304,980 07
---------------------------	---------------	--------------	-------------	--------------	---------------	---------------

BIJLAGE V.

VERBOND DER SAMENWERKENDE VENNOOTSCHAPPEN VOOR OORLOGSSCHADE.

Onderzochte bundels op 15 Februari 1922.

Getal zaken.

75,900	Geopende credieten	fr.	909.308,116 75
647	Aan den Minister onderworpen voorstellen		2,919,383 52
315	Door den dienst van Oorlogsschade gewaarmaakte credieten		1,765,697 90
1,202	Aan het visa van den dienst van Oorlogsschade onderworpen credieten		7,823,385 05
449	Titels welker vereffening opgeschorst is		12,061,000 »
78,513		fr.	933,877,583 22
76,800	op 31 Januari 1922		915,805,509 50
1,713	't zij van I tot 15 Februari 1922		18,072,073 72

(1)

ANNEXE AU N° 132.

Projet de loi autorisant le Gouvernement à garantir l'intérêt et l'amortissement d'un emprunt à lots au capital d'un milliard de francs à émettre par la Fédération des coopératives pour dommages de guerre.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Finances et des Affaires Économiques :

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres des Finances et des Affaires Économiques sont chargés de présenter, en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

La Fédération des coopératives pour dommages de guerre, société coopérative constituée le 25 juillet 1919, est autorisée à émettre un emprunt à lots au capital nominal de un milliard de francs (fr. 1,000,000,000), amortissable en nonante ans au maximum.

BIJLAGE VAN N° 132.

Ontwerp van wet waarbij de Regeering wordt gemachtigd de interesten en de aflossing te waarborgen van eene leening met loten tot een naamkapitaal van één milliard frank, door het Verbond der samenwerkende vennootschappen voor oorlogsschade uit te geven.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onze Ministers van Financiën en van Economische Zaken :

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Financiën en van Economische Zaken zijn gelast in Onzen Naam, bij de wetgevende Kamers het wetsontwerp in te dienen waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Het Verbond der samenwerkende vennootschappen voor oorlogsschade, samenwerkende vennootschap den 25ⁿ Juli 1919 opgericht, wordt gemachtigd eene leening met loten uit te geven ten beloope van een nominaal kapitaal van één milliard frank (fr. 1,000,000,000), aflosbaar ten hoogste in negentig jaar.

ART. 2.

Le Gouvernement garantira envers les tiers, aux conditions à déterminer par lui, l'intérêt et l'amortissement dudit emprunt.

L'annuité nécessaire au service des intérêts, de l'amortissement et des lots, sera portée, chaque année, au budget de la Dette publique.

ART. 3.

Le produit net de l'emprunt, déduction faite des frais d'émission, sera affecté exclusivement au paiement par la Fédération, à la décharge de l'État, des allocations accordées, conformément à la législation sur la matière, pour dommages résultant des faits de guerre.

ART. 4.

La Fédération des coopératives pour dommages de guerre présentera, chaque année, au Ministre des Finances, le compte de l'emploi des fonds produits par l'emprunt.

Ce compte sera annexé au projet de budget de la Dette publique.

ART. 5.

Les signatures à apposer par la Fédération sur les titres à émettre en représentation de cet emprunt pourront être remplacées par des griffes.

ART. 6.

Par dérogation aux articles 14, secundo et 17 de la loi du 29 octobre 1919,

ART. 2.

De Regeering waarborgt tegenover derden, onder de voorwaarden door haar te bepalen, den interest en de aflossing van gemelde leening.

De annuïteit benoodigd tot den dienst der interesten, der aflossing en der loten wordt, telken jare, op de begrooting der Openbare Schuld uitgetrokken.

ART. 3.

De zuivere opbrengst der leening, na aftrekking der kosten van uitgifte, wordt uitsluitend besteed tot de betaling, door het Verbond, ter ontlasting van den Staat, der toelagen verleend, overeenkomstig de ter zake geldende wetgeving, voor schade voortvloeiende uit de oorlogsfeiten.

ART. 4.

Het Verbond der samenwerkende vennootschappen voor oorlogsschade legt, telken jare, aan den Minister van Financiën, de rekening over van de aanwending der fondsen voortgebracht door de leening.

Die rekening wordt als bijlage gehecht aan het ontwerp der begrooting van de Openbare Schuld.

ART. 5.

De handteekeningen te stellen door het Verbond op de obligatiën, uit te geven tot vertegenwoordiging dezer leening, mogen door naamstempels vervangen worden.

ART. 6.

Met afwijking van de artikelen 14, secundo en 17 der wet van 29 October

les coupons des obligations du présent emprunt seront exemptés de tous impôts cédulaires au profit de l'État et de toutes taxes au profit des provinces et des communes.

ART. 7.

Les titres de l'emprunt sont exempts du timbre; il en est de même de tous les documents relatifs à la souscription.

Par dérogation à l'article 2 de la loi du 30 août 1913, les souscriptions à l'emprunt sont exonérées de la taxe sur les opérations de bourse.

Donné à Bruxelles, le 21 mars 1922.

1919, zijn de coupons der obligatiën van deze leening vrijgesteld van alle cedulaire belastingen ten bate van den Staat en van alle taxes ten bate der provinciën en der gemeenten.

ART. 7.

De titels der leening zijn vrij van zegel; hetzelfde geldt ten opzichte van al de bescheiden aangaande de inschrijving.

Met afwijking van artikel 2 der wet van 30 Augustus 1913, worden de inschrijvingen op de leening vrijgesteld van de belasting op de beursverrichtingen.

Gegeven te Brussel, den 21^a Maart 1922.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

G. THEUNIS.

Le Ministre des Affaires Économiques, | De Minister van Economische Zaken,

A. VAN DE VYVERE.